

LACIM infos

Des nouvelles des 4 coins du monde

N°4



Bulletin semestriel

Septembre 2003



Sommaire

La vie des comités

Lacim c'est l'espoir p. 2

La vie de l'association

Le nouveau CA p. 2
L'AG du 3 Mai à St Chamond p. 3
L'esprit de LACIM p. 4

A propos de l'Afrique

Voyage à Sibikili (Mali) p. 2
Bilan des forages de Douentza 1993-2003 p. 4
Le système scolaire au Mali (suite) p. 5

A propos de l'Inde

La boutique de Danaraj p. 6
Des femmes se battent p. 6
Un dispensaire à Porulur p. 7

Infos diverses

Des livres à découvrir p. 8
Des manifestations à noter
Des sites à visiter
Vos articles à envoyer

Le mot du président

Chers amis

Le conseil d'Administration réuni le 24 mai dernier, m'a renouvelé sa confiance et réélu à la présidence.

Grâce à des structures plus saines et avec des efforts de tous, l'équilibre financier est atteint et nous pouvons raisonnablement envisager l'avenir avec confiance. En priorité il nous semble maintenant nécessaire de nous préoccuper d'apporter aide et soutien aux groupes de France qui rencontrent des difficultés et qui risquent de se décourager. Que ceux qui sont dans ce cas n'hésitent pas à contacter rapidement un membre du Conseil d'Administration.

Il faut tenir! Nos amis du Sud ont besoin de nous. Beaucoup sont épuisés après 2 années de sécheresse et de mauvaise récolte. Nous avons des nouvelles inquiétantes d'Inde et d'Afrique. De nouveau nous recevons de véritables appels de détresse de certaines régions du Mali.

« Il n'y a rien comme nourriture dans le village. Nous vivons actuellement de feuilles. Des humains passent 2 jours sans rien manger. Nous vous demandons de nous venir en aide, sinon plusieurs familles ne cultiveront pas, soit par manque de semences, soit par manque de nourriture... J'ai vendu mon bœuf de labour pour nourrir ma famille. » (Lettre du 26 mai 2003)

A son niveau, LACIM s'efforce d'apporter une aide et un peu d'espoir. Non ce n'est pas le moment de baisser les bras.

Bon courage à tous!

André Josse



Éditorial

Pour un monde en couleurs!

Nous lançons cette nouvelle présentation de LACIM infos sous le signe des couleurs de la vie, celles d'un tissage d'amitié et de partage entre les jumelages de France et ceux des 4 coins de la planète.

En cette année 2003, comment ne pas mettre aussi ce numéro sous le signe d'une paix qui ne peut se construire qu'avec plus de justice, plus de dialogue et de respect mutuel plus de solidarité, entre les peuples.

Nous essayons modestement chacun à notre niveau, dans nos comités LACIM de contribuer avec nos jumeaux à ce tissage de nos différences pour vivre pleinement notre humanité.

Aider à la réalisation de projets de développement dans les pays du Sud pour tous ceux qui vivent des situations de pauvreté extrême est un moyen essentiel pour combattre la misère et ouvrir des chemins d'espoir. A chacun de nous de tirer le fil solide et durable de l'amitié et du partage. Bonne lecture!

Catherine Amblard
Commission information

Parole de sagesse

*A l'ombre du grand arbre
Le tisserand tisse sa bande d'étoffe
Pendant que la lumière tisse le jour
Et que la palabre permet de tisser mailles par mailles
Les liens de la vérité
Les interventions se succèdent
Comme des fils aux coloris divers
Que la navette fait courir
À travers les fils de la sagesse ancestrale
Et ceci jusqu'à ce que sur le fond sombre de l'erreur
Transparaissent le dessin lumineux de la vérité
Anselme Sanon - Mali*

Le nouveau CA se présente



À l'issue de l'A.G du 3 mai dernier, un mandat a été renouvelé, celui de Madame Charlat ; 3 nouveaux ont été élus, Henri Amblard, Pierre Baumard et Léon Querry qui remplacent Thérèse Bouilloux, Paulette Castanié et Roger Degoutte.

Le CA se compose de 15 membres dont 10 sont présents sur la photo. Ils se sont réunis pour la première fois le 24 mai à Croizet. Le bureau a été élu et en partie renouvelé : André Josse reste président et responsable de la commission Afrique, Michel Genestier toujours membre du CA ne souhaitant plus poursuivre la tâche de vice-président pour des raisons personnelles, est remplacé par Madeleine Guyon. Janine Berlier reste secrétaire et toujours responsable du Niger. Quant au trésorier, Jean-Pierre Martin, il remet son mandat comme il l'avait annoncé afin de se consacrer à la commission Inde, Pierre Baumard, de Riorges, lui succède.

Un nouveau membre du CA aura sans doute un rôle spécifique, c'est Léon Querry, bénévole des expos-ventes. De même Henri Amblard, reprend la responsabilité de l'Amérique

latine et de Haïti. 6 autres membres poursuivent leur mandat : Mathilde Douard qui consacre beaucoup de temps à la commission Inde, Nathalie Granjon-Notelet, Christine Minacori, nouvelle responsable de la commission information, Paul Retailleau, Jean-Jacques Rey et Monique Vincent qui participe à la commission Afrique.

Le CA a poursuivi son étude du questionnaire concernant le fonctionnement financier des comités et a décidé des investissements réalisés, c'est à dire 2 véhicules : une camionnette expo-vente et un 4x4 pick-up pour le Niger. (40000 € environ, au total).

Le CA s'est aussi préoccupé des groupes en difficulté, cherche à mettre en oeuvre les moyens de les identifier et de les aider.

Le tour de la situation a été fait en Inde, en Afrique où les fonds envoyés ont doublé depuis l'an dernier, signe la reprise annoncée à l'AG. En Amérique latine Haïti n'a toujours aucun correspondant local pouvant assurer une mission de surveillance des jumelages malgré quelques pistes.

La réunion du CA se

termine par les questions de communication : le projet de site web national se précise, ses règles de fonctionnement devront être fixées. Pour la nouvelle présentation de LACIM Info en couleur, une étude se poursuit auprès des imprimeurs pour obtenir le moindre coût.

Madeleine Guyon - Sens (89)



VOYAGE AU MALI à Sibikili

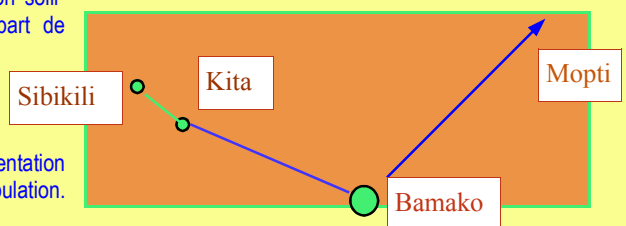
Du 11 au 25 février 2002, trois adhérentes du jumelage Saint-Point / Sibikili ont séjourné au Mali et rencontré tout au long d'un week-end, leur jumeau africain. Après une halte à Sévère, lieu d'arrivée de la ligne Marseille/Mopti avec Point Afrique, au centre d'accueil de LACIM, puis au campement de Djenné, elles ont été prises en charge par les permanents maliens N'Dembélé et Yoro, en visite dans la région, lesquels à bord de leur 4x4, les ont acheminées vers Bamako puis Kita et Sibikili.

Au village, un comité d'accueil attend les visiteuses : musiciens, chasseurs, danseuses, rien ne manque. Une grande partie de la population est rassemblée autour du chef de village et de son maire ceint de l'écharpe aux couleurs maliennes (jaune, vert, rouge). Le directeur de l'école sert d'interprète et, après les salutations réciproques, les visiteuses sont conviées à une réunion avec les principaux représentants de la commune qui exposent les projets de développement à venir. Il s'ensuit la visite de la minoterie avec le moulin à grains financé par une autre ONG et pour lequel on sollicite, de la part de L A C I M , l'achat de maïs destiné à compléter l'alimentation de la population.

L'heure des repas rassemble les convives autour d'un même plat préparé par les femmes. On se régale du mil et de la volaille dorée au beurre de karité. Une case est mise à la disposition des voyageuses qui y dorment après avoir visité les différents villages qui constituent la commune ainsi que les réalisations de LACIM : maison de santé avec une petite maternité où accouchent maintenant, assistées par la matrone, toutes les femmes du village; dispensaire bien pauvre en médicaments; enfin, puits bien aménagés pour les besoins du centre de santé et de l'école. Celle-ci, avec plus de 500 élèves inscrits, retient longtemps l'attention des visiteuses. Les élèves sont heureux de poser devant les appareils photos.

Ce séjour, qui s'est terminé par une visite au pays Dogon, a permis aux représentants du jumeau français qui en avaient pris l'initiative et l'ont assumé à leurs frais, de se rendre compte de l'utilisation faite de l'argent envoyé et de renforcer l'amitié entre les deux communautés.

Hélène QUELIN - ST POINT (71)



LACIM porte l'espoir



simple, ce fut une journée très conviviale où l'on se retrouva en famille,

Adhérent à LACIM depuis 1985, c'était ce 17 novembre 2002, la 18^{ème} choucroute organisée à midi, par le jumelage de Montbenoit. Étaient réunis, enfants, jeunes adultes, aînés de 23 coins du Haut-Doubs, à raison , suivant les localités de 2, 5, 10, 50, voire 100 participants. Plus de 400 personnes ! Tous étaient venus, dans un grand geste de solidarité, les mains tendues vers les plus démunis du monde, en l'occurrence, les jumeaux de l'Inde, du Mali, de Haïti, du Niger, de Madagascar...

Au cours du repas très

entre amis, et où de nouveaux liens se créèrent. Combien ne se seraient jamais rencontrés sans cette journée associative où chacun se découvre et reprend des forces avec les autres.

A LACIM, chacun a sa place : collecte mensuelle, vente de billets de porte en porte, aide au service, à la cuisine, au ménage, à la tombola pour Haïti pendant le repas, au stockage et au ramassage des journaux (cette année en mai et novembre, 76 tonnes) ; les expo-ventes avec nos compatriotes Chantal et Léon qui désormais, avec le petit camion sillonnent les routes de France.

Tous les gestes les plus anonymes, ceux que personne ne remarque, sont très très utiles. LACIM a besoin de tous ! car LACIM porte l'Espoir, et l'Espoir c'est notre cœur qui le donne : ce que nous avons de plus précieux en nous. LACIM c'est le partage et l'amitié. Bravo, bravo à tous ! et que LACIM vive et grandisse encore et toujours.

Isabelle Thibert - Montbenoit (25)

L'AG du 3 mai 2003 à St Chamond : une réussite !

Par un temps splendide, les premiers participants arrivent autour de 9 h, quelques minutes d'attente leur permettent d'admirer arbres et fleurs du Square Aristide Briand. Il s'agit d'abord de monter l'expo-vente et les tables de la salle du repas.

L'ouverture de l'AG

est officiellement déclarée à 10h50 par le Président A. Josse en présence de Mr le Député, Président du Conseil Général, de Mr le Maire de Saint Chamond et de Mme la Maire-Adjointe aux associations.. Ils s'adressent à environ 200 représentants de 88 comités locaux venus de 23 départements .

Le Conseil d'administration

sera en partie renouvelé à l'issue de la journée puisque Mmes Bouiloux et Castanié et Mr Degoutte ne veulent pas renouveler leur mandat. 4 candidats se présentent : Mme Charlat et Mrs Amblard, Bau-mard et Query qui seront élus.

Les Permanents

s'adressent à l'Assemblée : Ma-mane par la voix de Mme Berlier. Puis John Fernandez (Inde) bientôt en retraite et Niantigui Dembélé (Mali) prennent la parole. Ils montrent l'importance de LACIM dans le processus de libération des pauvres pour l'Inde et dans les progrès de la scolarisation, de la santé et de l'accès à l'eau en ce qui concerne le Mali qui doit relever ces trois défis majeurs. Chacun montre bien la spécificité de LA-CIM qui s'adresse directement aux populations les plus pauvres, sans intermédiaire.

Le rapport d'activité

que les membres de l'association ont reçu est commenté par le Président A. Josse, il note les évolutions de l'association:

- le vieillissement naturel fait disparaître quelques groupes anciens ou en affaiblit d'autres, mais bien d'autres groupes compensent par leur dynamisme puisque les cotisations ont sensiblement augmenté en 2002 et l'évolution se poursuit.

- l'assainissement des difficultés judiciaires permet un redémarrage des jumelages vers l'Afrique et particulièrement au Mali.

- le bilan des expo-ventes est également en hausse, l'équipe de bénévoles, renforcée, ne ménage

pas sa peine, l'assemblée lui rend hommage.

- le travail d'information doit se poursuivre, facilité par l'usage du nouveau dépliant, apprécié par beaucoup.

Le débat avec l'assemblée

s'engage alors :

- Sur la durée de l'AG : 1 jour ou 2? Certains regrettent 2 jours pour les contacts, mais la formule 1 jour est plus légère pour les organisateurs. Un compromis est peut-être possible.

- La 2° question porte sur les expériences des nouveaux jumelages au Mali, liées à la création des communes. N'Ciba et le Panadougou regroupent des villages d'une même commune avec ou sans mise en commun des ressources et en concertation. Cela semble une bonne formule à condition que les relations entre jumeaux soient préservées.

- Les questions suivantes portent sur les correspondances, sur leurs difficultés ou au contraire sur leur richesse, surtout après visite au jumeau.

Le débat se termine sur la question des subventions, problème complexe qui tient au statut juridique des comités LACIM, mais aussi au déficit de formation et de disponibilité du CA ; les bonnes volontés et leur savoir-faire sont bienvenus.

Le repas

organisé par le groupe de St Chamond se déroule dans la convivialité, la formule plateau-repas, légère, favorise les contacts et le lèche expo-vente !

A 14 h 30 les débats reprennent avec le rapport financier .

L'analyse en sera faite dans la prochaine feuille de liaison.

Les projets d'orientation

concernant l'Inde portent essentiellement sur la création d'une association FIST, rendue nécessaire par les lois indiennes, afin de permettre le transfert des salaires des permanents. De plus LACIM confierait au FIST des missions de contrôle pour améliorer la sécurité des envois de fonds. A l'occasion du départ de Dominic, nous avons constaté que des fonds avaient été retenus par lui, d'un montant inférieur à 6 000 € (le chiffre définitif

est de 5 385 € en mai, sachant que cela a évolué avec le cours de la roupie, donc, du dollar par rapport à l'euro), qu'il s'est engagé à rembourser, les jumelages concernés ont été prévenus aussitôt.

Un vote a entériné la proposition du CA concernant les 10 % de suivi : ils ne seront plus retenus pour les jumelages qui n'ont pas de permanents (Amérique Latine, Haïti,...) Un appel est aussi lancé, concernant la sécheresse qui sévit actuellement en Inde du Sud, c'est une aide d'urgence qui porte sur 10 000 €. (N.B en quelques jours, la somme a été réunie par les comités).

Les trois rapports ont été votés à l'unanimité.

Questions diverses

L'AG se termine sur les nouvelles des forages de Douentza : question posée avec insistance à la précédente AG. Niantigui a effectué un séjour sur la zone : beaucoup de forages fonctionnent, mais la plupart grâce à des contre puits. (cf. article André Josse p. 4)

Des témoignages de groupes ayant visité leurs jumeaux clôturent cette journée et mettent en valeur la richesse des échanges et le côté irremplaçable des contacts humains.

Les résultats de l'élection des membres du CA sont proclamés: les 4 candidats sont élus. Leur premier acte sera, avec les autres membres de participer à l'élection du bureau.

Fin de l'AG à 18 h 30,

les présents se félicitent de la convivialité des débats, de leur qualité, ainsi que celle de l'accueil. Certains auraient souhaité prolonger les échanges, en particulier avec les permanents. Nous rappelons que les comités peuvent toujours demander à les recevoir puisqu'ils séjournent trois semaines en France pour l'AG. C'est la possibilité d'une réunion conviviale (on peut regrouper plusieurs comités proches) et de quelques visites : par exemple, dans les établissements scolaires où on peut aborder de façon concrète les problèmes de développement, les élèves sont en général très contents d'échapper à la routine et les partisans des pédagogies actives aussi.

Madeleine Gyvon
et Monique Vincent - Sens (89)

**Accueil chaleureux,
convivialité,
Amitié et partage,
au rendez-vous !
Une assemblée
nombreuse
et attentive...**



 à noter dans vos agendas

**La prochaine AG aura lieu dans le Doubs
à Dannemarie sur Crête fin avril ou début mai 2004**

L'esprit de LACIM

*... mais
qu'est ce que c'est ?*

Miss Anne, notre permanente en Inde, nous écrivait en septembre 83, en parlant des plus pauvres : "Je leur ai bien fait comprendre que LACIM n'est pas un grand organisme comme les autres et ils m'ont répondu : LACIM a un grand cœur, ça nous suffit... Les pauvres sont assurés que l'Amitié continuera... ». Elle écrivait encore en septembre 83 : "Je leur ai bien expliqué que LACIM n'est pas un grand organisme. C'est le Partage. Au début, vous n'aurez peut-être que 1000 Francs par trimestre" Leur réaction : "Mais si on pense à nous, tous les mois (tous les jours) et que LACIM est intéressée par notre vie, notre culture, nos traditions, alors, c'est la vraie amitié. On a du cœur..." Les pauvres sont si heureux de savoir qu'ils ont des amis en France.

*LACIM, c'est le
Cœur qui mène
au Partage*

Ce ne sont pas d'abord les sous, ni les grandes réalisations. Combien de fois me l'a-t-on dit dans le Tiers monde et Miss Anne nous le rappelait.

Mais que pourront faire les pauvres avec de faibles sommes ?

Je répondrai par un exemple que j'ai vécu :

C'était près d'Otty en Inde, dans les montagnes des Nilgiris à 2000 m d'altitude où là, il pleut et il fait froid en hiver ; un village : Chinnapin Colony : des cabanes faites de morceaux de tôles, de cartons, de branchages... la tuberculose... l'alcoolisme (le jus de palme fermenté ne coûte pas cher !... et pendant quelques heures, on oublie le présent...) On nous emmena visiter... Que faire ? Laisser quelques billets n'allait pas solutionner le problème... Nous avons alors promis un jumelage. C'est quelques mois plus tard en 1980 que la Selle Craonnaise (Mayenne) répondra. Avec 500 Francs par mois, ils vont reconstruire tout le village !... Désormais, ils ont des Amis lointains ; c'est l'Espoir, c'est l'étincelle qui met le feu à la paille... Une sœur va payer un maçon qui va apprendre à tous à faire des briques... tous se mettent à l'ouvrage...

C'est cela LACIM :

*L'Espoir qui change
tout !...*

*Claude Charlat
Croizet-sur Gand*

Récupérez autour de vous des timbres poste

de tous les pays pour faire des pochettes vendues au profit de LACIM.

Ne les décollez pas et faites-les parvenir à :

Claudette DALLY

Comité local de LACIM

8 Bd Victor Hugo - 42510 BALBIGNY

d'avance **MERCI !**

BILAN DES FORAGES DE DOUENTZA de 1993 à 2003 au MALI

Avec l'aide de la Communauté Européenne et du Ministère de la Coopération, en 1993 LACIM a réalisé avec la Société FORACO, 39 forages dans le Cercle de DOUENTZA et les a équipés de pompes UPM. Pour assurer la maintenance de ces pompes, des réparateurs ont été formés et équipés en pièces de rechange et ont reçu des mobylettes pour les déplacements. Tout avait été prévu pour que la maintenance soit vraiment assurée.

Le dernier bilan datant de 1998, notre représentant Niantigui DEMBELE vient d'effectuer une mission du 19 au 26 mars 2003.

Il a visité **33 sites de forages** et recueilli des informations auprès de la population.

Le bilan actuel est le suivant :

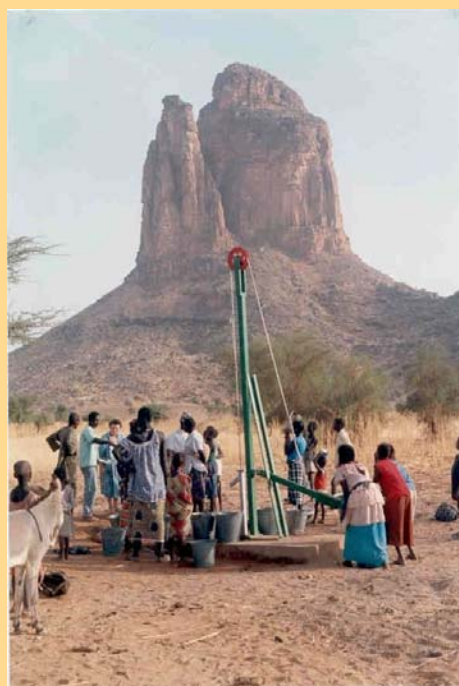
- **12 pompes sont en état de fonctionnement (36 %)**
- **2 pompes sont en panne** mais les villageois font le nécessaire pour les réparer
- **3 pompes sont en panne et les villageois ont renoncé à les réparer** bien qu'ils ne disposent pas d'eau à proximité
- **2 forages alimentent des puits-citernes**
- **3 puits-citernes sont en cours de réalisation** (ce qui conduirait à l'abandon de 2 pompes en état)
- **13 sites de forages sont abandonnés** dont 10 au profit de puits creusés dans l'intervalle.

Le bilan est globalement satisfaisant si on compare à d'autres opérations forages menées par d'autres intervenants.

Cependant **5 villages n'ont pas d'eau**. Faut-il les aider ? Si oui, comment ? La réponse dépend entre autres des efforts faits pour la maintenance de leur pompe. La Commission Afrique pourra en débattre

Il est également possible que les pompes UPM arrivent en fin de vie et que leur maintenance soit de plus en plus difficile et coûteuse. Une enquête complémentaire est donc à prévoir pour compléter ce bilan.

André Josse



Puits-citerne :
puits alimenté par une mise en liaison avec le forage et non directement par une nappe phréatique. A terme, ce sont 16 forages qui pourraient être utilisés de cette façon. C'est uniquement un problème de financement car les villageois sont tous demandeurs sachant que cela supprime les problèmes de maintenance et rend plus rapide l'approvisionnement en eau, plusieurs personnes pouvant puiser simultanément.

Le système scolaire au Mali: ce que fait LACIM (suite)

Le taux de scolarisation dans les tranches d'âges des 7-12 ans est variable avec les régions. Il est en moyenne de 60 % avec une forte disparité garçons-filles (60-40).

Dans les écoles fondamentales, l'État assure le salaire des enseignants (45 000 FCFA/mois) alors que dans les écoles communautaires tout est à la charge du village.

Les communes récemment créées (1998) ont en théorie la responsabilité de la construction des écoles, de l'équipement et du fonctionnement. En pratique, elles sont obligées de faire appel à des financements extérieurs.

Les populations ont pris conscience de l'importance de la scolarisation des enfants et tous les villages, encouragés par l'Etat, souhaitent maintenant avoir leur école. LACIM est donc confronté à une forte demande d'aide.

Constructions en dur et équipement

Pour les écoles fondamentales, les constructions doivent en principe être réalisées en "dur" (parpaings de ciment). Nous avons vu que le budget pour le plan-type (3 classes de 9 m x 7 m) est compris entre 15 et 18 millions de francs CFA suivant les régions et l'éloignement des centres d'approvisionnement en matériaux.

LACIM a construit une telle école en 2001 à MINTA (jumelé avec SENS-89) à partir de ses



École sous paille

seules ressources. Il est prévu d'en construire une autre dans la même commune de BAYE cet été 2003 car la municipalité ne tient pas ses engagements et ne collabore pas correctement (une exception...).

Les communes n'ont pas de fonds propres suffisants (les impôts locaux ne rentrent pas). Mais elles peuvent faire appel à hauteur de 80 % du montant du projet à des fonds internationaux gérés par l'ANICT (Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales). La population fournit la main d'œuvre non qualifiée (évaluée forfaitairement à 10 % du coût du projet). La Commune doit trouver le complément (10 %).

C'est ainsi qu'en 1 an LACIM a financé la construction de 6 écoles en partenariat avec les Communes... et réalisé bien des rêves parfois anciens.

Un mécanisme similaire permet de financer l'équipement en tables-bancs. On compte 1 table-banc (50 000 FCFA) pour 3 élèves.

Pour tous ces projets, lorsque cela est possible, une participation financière même symbolique (2 à 3 %) est demandée aux bénéficiaires (commune et/ou villages).

Constructions en banco

Lorsque la réalisation "en dur" n'est pas possible pour des questions de budget, les villa-

geois peuvent construire eux-mêmes en banco (brique d'argile séchée). LACIM finance alors les matériaux pour le toit et les ouvertures. Budget pour 3 classes : 2 à 3 millions de francs CFA.

La charpente est métallique et le toit en tôle dans la plupart des régions, sauf vers GAO où la charpente est en bois et le toit fait avec des branches recouvertes de banco. Il faut ensuite prévoir sans trop tarder un crépissage en ciment (1,5 à 2 millions de francs CFA).

Plusieurs écoles vont aussi bénéficier de financement cette année, soit par la construction, soit par le crépissage (ou les deux).

Dortoirs et cantines

La région de GAO constitue un cas particulier. En règle générale l'Etat assure le salaire des enseignants. Mais la fréquentation des écoles est très faible. La population est semi-nomade. Les enfants ne peuvent rentrer au campement le midi ni même le soir. Dans beaucoup de cas, il n'y a pas de structure d'accueil (cantine et dortoir). Dans ces conditions, les parents n'envoient pas leurs enfants à l'école.

LACIM ne peut envisager de payer le fonctionnement des cantines ou de façon très exceptionnelle. Par contre il est prévu de participer à la construction de dortoirs pour garçons et filles (TIGUERWENE jumelé avec BUSSIERES-42).

Logement des enseignants

L'Etat ne dispose pas de suffisamment d'enseignants, formés ou non, pour faire face à l'accroissement des besoins.

En conséquence, les villages s'efforcent d'attirer et de retenir les enseignants en assurant leur logement. Ils construisent à leur intention des maisons en banco mais avec des toits en tôle qui nécessitent peu ou pas d'entretien. En effet, beaucoup d'enseignants sont absents pendant les vacances qui correspondent avec l'hivernage, alors qu'à cette période les fortes pluies sont susceptibles d'entraîner, sur les constructions entièrement traditionnelles, des dégâts qu'il faut détecter et réparer immédiatement.

LACIM finance les matériaux pour le toit, les ouvertures et le crépissage.

Constructions diverses

Les projets récents incluent des latrines ce qui bien sûr paraît indispensable pour assurer l'hygiène de la communauté scolaire.

Souvent il est également prévu un bureau du directeur, petit bâtiment où celui-ci peut stocker en sécurité les quelques équipements collectifs (lorsqu'ils existent) et un petit stock de fournitures scolaires.

Participation au fonctionnement

Les villages ont beaucoup de difficultés à assurer le fonctionnement des écoles communautaires. Ceci est particulièrement vrai lorsque les récoltes sont mauvaises comme en 2001 et 2002. Beaucoup d'enseignants ne sont pas payés ou ont



École en banco



École en dur

des arriérés considérables.

Les parents, incapables de faire face aux frais d'écolage n'envoient plus leurs enfants à l'école, les filles étant bien entendu les premières sacrifiées.

LACIM va proposer à toutes les APE (Associations de Parents d'Elèves) en charge d'école communautaire, un contrat de 4 ans en 2 volets :

- une participation (dégressive) pour aider au règlement du salaire des enseignants
- une aide à l'équipement des enfants (ardoises, craies, cahiers...) destinée à tous les nécessiteux, mais basée sur le nombre de filles présentes à l'école afin de réduire la disparité constatée.

L'objectif est d'encourager la scolarisation en espérant que l'APE trouve des moyens propres de financement (champ collectif...) ou réussisse à obtenir un classement en école prise en charge par l'Etat. Ce contrat pourrait concerner une trentaine de villages.

Conclusion

En 2002, LACIM a financé 12 projets dans le domaine de l'éducation, pour un montant total de 21 300 000 FCFA représentant 37 % des financements envoyés au MALI cette année-là.

Dans les prochaines années, l'effort va se poursuivre. Pour les nouveaux jumelages qui se créent, le besoin prioritaire demeure la satisfaction des besoins en eau. La scolarisation vient immédiatement après.

Cependant, le passé récent montre que si les familles n'ont pas de ressources suffisantes, elles vont réduire leurs dépenses et rapidement elles ne vont plus envoyer leurs enfants à l'école. Il nous faut donc veiller à réaliser simultanément des projets susceptibles d'accroître les revenus familiaux.

Le problème de la qualité de l'enseignement a déjà été abordé. Il est réel.

Les écoles fondamentales ont généralement des effectifs pléthoriques (sauf région de GAO pour les raisons évoquées précédemment). Il est fréquent de voir 50 à 80 élèves par classe et parfois plus. Au-delà, on pratique la double vacation : les enfants vont à l'école soit le matin, soit l'après-midi. Bien évidemment, seuls les plus motivés peuvent réussir.

Dans les écoles communautaires, la plupart des enseignants n'ont pas eu de formation pédagogique et leur niveau de base est souvent insuffisant.

Mais il est indéniable que au MALI, le gouvernement et la population sont décidés à progresser. LACIM doit les accompagner. Les groupes confrontés à des problèmes de financement seront aidés dans toute la mesure du possible.

André Josse

LES FEMMES INDIENNES SE BATTENT...

"En nous réunissant régulièrement pour mettre en commun le fruit de notre épargne, nous avons eu davantage l'occasion de nous rencontrer entre femmes. Nous avons pris le temps de parler et de nous entraider. En situation de crise, le crédit a créé des liens entre nous".

Ainsi parlait une chef de groupe dans le village d'Erukatavaripalli dans le district d'Anantapur, au sud de l'Inde. Pour les femmes rurales des districts de Nellore et d'Anantapur, tout ceci a débuté avec un programme d'alphabétisation qui a développé ensuite un mouvement antialcoolique (*antiarack*).

La naissance des coopératives d'épargne, associations de femmes (*Sangam*) remonte à une dizaine d'années. Elles sont le fruit d'une politique de scolarisation et de sensibilisation. Il est évident que leur réussite dépend de la sensibilisation à l'importance de leur ac-



tion et à la confiance qu'elles ont en elles.

La création de ces groupes permet aux femmes de résister collectivement aux propriétaires, aux prêteurs d'argent (dont les taux d'intérêt sont exorbitants), aux intermédiaires peu scrupuleux...voire à certains fonctionnaires! Les pauvres n'ont pas accès au crédit institutionnel, les femmes encore moins. Les frais de transaction sont énormes, leurs contacts avec les banques sont difficiles, ces crédits ne correspondent pas aux emprunts modestes dont ces ménages ont besoin.

Certaines organisations n'ont pas démarré par la recherche de crédit et d'épargne, mais par l'éducation, l'autonomisation, le regroupement. Dans l'expérience que nous avons avec les villages et ces associations, on s'aperçoit bien qu'il faut passer par une phase d'aide à l'éducation parfois assez longue avant que la prise de conscience des femmes aboutisse à la création d'une association. Nos aides à la mise en place de "micro crédits" ne peuvent intervenir que lorsque cette association est bien implantée.

Le succès de l'opération est souvent dû à la présence d'organismes sociaux indiens apportant parallèlement un soutien dans différents domaines (alcoolisme, santé, hygiène, violences, alphabétisation, planning familial,...).

Durant la mission de l'été 2002, nous avons pu remarquer à plusieurs reprises le dynamisme de ces organismes regroupant jusqu'à une quarantaine de villages (ou associations) avec une structure visant à responsabiliser les femmes. Nous avons pu voir comment elles avaient progressé tant sur le plan économique que sur la dignité et l'assurance qu'elles avaient acquises.

Si les résultats sont encourageants, le travail est encore énorme bien que la femme indienne ait obtenu le droit de vote en 1930 (bien avant les Françaises!!). De nombreuses associations féministes existent au niveau du village, de la ville ou de l'état pour faire prendre conscience aux femmes de l'oppression dont elles sont victimes, de leur trop grande soumission envers l'homme, la famille, la religion, la caste, de leurs droits et du pouvoir qu'elles pourraient avoir. Si en milieu rural, la revendication de ces associations porte souvent sur l'eau, l'électricité, les routes, les écoles, ... ailleurs, l'action est parfois beaucoup plus précise. Ainsi "Kamika" combat plus particulièrement la dot, "Jagory" apporte une formation juridique et politique aux villageoises pour leur permettre d'occuper les places qui leur sont réservées dans les "*panchayat*". "Chipko" est un célèbre mouvement de protection de la nature, d'autres soutiennent les femmes violées,...

En 1992, le mouvement *antiarack* regroupant environ 20000 femmes en Andhra Pradesh avait réussi à faire interdire la fabrication et la vente de l'*arack* par le gouvernement.

L'espoir est là pour améliorer la condition de la femme en Inde mais le chemin est encore long: le taux d'alphabétisation des filles était seulement de 39% en 1991 (30% en 1981).

Hélène Pouilly - (Cleppe 42)

Arack : alcool local, souvent de mauvaise qualité dans les villages.

Panchayat : assemblée élue (équivalent à un conseil municipal) qui existe au niveau du village, du taluk ou du district et qui dispose d'un réel pouvoir concernant le développement local.

Quelques chiffres en Inde :

En 1981
le taux d'alphabétisation
des filles
était de 30%.
En 1991
il était de 39%.

Le chemin est encore long.
Développer la scolarisation et
la formation est primordial
pour améliorer
la condition féminine.

LA BOUTIQUE DE DANARAJ À Vembarparatti

Il y a 3 ans, grâce au groupe LACIM de Lyon Croix Rousse, Danaraj obtenait un prêt de 5000 Roupies pour ouvrir un petit magasin vendant thé, biscuits, snacks, bonbons, dans son village.

Il a depuis remboursé son emprunt. L'argent a pu ainsi profiter à un autre. Après un 2ème emprunt de 5000 Roupies, lui aussi remboursé, il se débrouille. Il s'est marié et a une petite fille de 1 an.

Avant, 5ème enfant d'une famille nombreuse, il vivait « aux crochets de ses parents ».

Maintenant il les aide à élever ses frères et sœurs plus jeunes.



Le 4 mai 2001,
par des extraits de lettres
et des diapositives,
nous avons fêté avec Dominic
20 ans de jumelage.

En 1981, au dispensaire de Porulur
(3 000 habitants), le tableau était noir :
de très nombreuses naissances étaient
suivies d'une forte mortalité infantile,
des malades arrivaient au dispensaire
ou étaient découverts chez eux
dans un état désespéré...

Des villages d'intouchables

La grande majorité des habitants
de Porulur et des 10 villages desservis
par le dispensaire étaient des coolies
c'est à dire des travailleurs agricoles
« intouchables ». Aujourd'hui, on dit
« dalits » ce qui signifie « opprimés ».
Peu d'enfants fréquentaient l'école.

Un dispensaire au service des villages

Les 3 religieuses infirmières in-
diennes qui travaillaient au dispensaire
s'attaquèrent à l'ignorance et aux micro-
bes avec la même détermination, menant
parallèlement plusieurs actions.



1. La vaccination de tous les en-
fants .
2. La formation d'animatrices de
santé 2 jours par quinzaine au
dispensaire, pour assurer, quo-
tidienement après leur travail ,
le suivi de la vaccination et le
dépistage des maladies
(tuberculose, lèpre...).
3. L'éducation des femmes au
sein du groupe « Dignité et Li-
bération »

L'aide de notre comité LACIM dès l'automne 1981

Nous avons payé vaccins et frigos
et équipés le dispensaire de lits et de
ventilateurs. En 1985, tétanos, rougeole,
variole, coqueluche étaient éradiqués,
seuls demeuraient de rares cas de po-
lios.

Nous avons versé un petit salaire
aux animatrices de santé. Elles étaient 3



au départ, elles sont aujourd'hui 15 pour
24 villages.

Pendant 4 ans, nous avons offert
un sari à chaque membre du groupe de
femmes pour les encourager. Nous leur
avons aussi parlé de l'élevage de chè-
vres avec don du premier chevreau. Les
femmes ont choisi elles-mêmes les trois
bénéficiaires : celles qui avaient été les
plus assidues.

Pendant la sécheresse de 1988,
ce sont ces femmes là qui allèrent avec
leurs « panels » vides réclamer de l'eau
au collecteur d'impôts et restèrent assis-
ses 24 heures devant sa porte jusqu'à
l'arrivée du camion citerne.

L'éducation des mères,

La prise de conscience de leurs
droits ne fut pas un « long fleuve tran-
quille ». Des lettres régulières nous fai-
sient partager échec et espoir. Il fallait
vaincre ignorance et superstition. C'est
dans ces lettres que nous apprenions
par exemple qu'une religieuse se rendait
chaque jour en car ou en vélo à l'hôpital
voisin pour réconforter et apporter sup-
plément de nourriture aux plus grands
malades. Chaque année, le relevé des
dépenses nous était envoyé avec une
précision qui nous stupéfiait et qui nous
a permis de savoir qu'une opération de
30 ou 45 euros pouvait sauver une vie .

Une amélioration de la santé de tous. L'école pour tous les enfants

Peu à peu, la longueur des hospi-
talisations diminua. Les ablations de
poumons tuberculeux, les mutilations de
lépreux aussi. Les enfants cessèrent de
mourir. Les religieuses éduquèrent alors
à la contraception. Aujourd'hui, les jeu-
nes foyers choisissent d'avoir 2 ou 3 en-
fants qui vont tous à l'école (j'en ai été
témoin !) et qui tous sont suivis médica-
lement (carnet de santé dès la naissance
au dispensaire). Certains fréquentent le
collège ou le lycée voisin jusqu'en classe
de terminale. Peut-être aideront-ils au
développement de leur pays ? En assu-
rant à tous une meilleure santé, en
payant tous les frais médicaux, nous
avons délivré les parents de leurs dettes,
première cause du travail des enfants.

Maintenant, l'État assure la vac-
cination de tous les enfants. Après des
années de prières et de démarches, les

sœurs ont obtenu la venue gratuite de 2
médecins deux heures par semaine et
d'un ophtalmologue 2 fois par an. L'an
dernier, 20 personnes ont retrouvé la vue
après l'opération de graves cataractes.

Les lépreux guéris avant les at-
teintes mutilantes ne sont plus rejetés du
village pour aller mendier aux feux rou-
ges ou près des sites touristiques.

Les hospitalisations étant moins
longues et moins nombreuses, nous
avons payer un salaire de dédommage-
ment à la maman, à l'époux ou à l'é-
pouse qui veille un grand malade. Car,
**en Inde, on ne laisse pas seul celui
qui souffre.**

Les bonnes années, les sœurs
leur apprennent l'économie.

Dans plusieurs villages, des mai-
sons ont été en partie reconstruites en
dur par le gouvernement pour ceux qui
pouvaient apporter une contribution de



55 €; cela a permis de diminuer le nom-
bre de maladies causées par les pluies
torrentielles de la mousson.

**Notre petit village de Luriecq
permet à environ 5 000 personnes
d'être soignées
et à des enfants de poursuivre
les études dont ils sont capables.
Mais nous avons reçu bien plus
que nous n'avons donné.**

Des lettres régulières nous appor-
tent tant d'amitié, témoignent de tant de
courage, de persévérance et d'espoir!
Elles nous révèlent les valeurs profondes
de la civilisation indienne qui s'expriment
dans la vie quotidienne et les nombreu-
ses fêtes : Pongal (fête des moissons),
Derpavali (triomphe de la lumière sur les
ténèbres de l'oppression), naissance de
Gandhi (8 jours pendant lesquels éco-
liers et maître se mettent au service du
village, des hôpitaux...).

Denise VISSAC- Comité de Luriecq (42)

N.B. :

*La mairie soutient notre action en nous
donnant une subvention de 300 € par an.
La vente des enveloppes surprises nous
rapporte environ 760 € chaque été.*

Des livres à découvrir

Concernant l'Inde

Intouchable, Une famille de parias dans l'Inde contemporaine, de Narendra Javdahav, récit traduit de l'anglais par Simone Manceau. Fayard 2002.

Naître en Inde, c'est appartenir de naissance à une caste. L'auteur, un intouchable comme un homme sur 6 en Inde, est devenu haut fonctionnaire international. En faisant le récit de l'histoire de sa famille, il retrace les étapes majeures de la lutte menée au XXème siècle par les « dalits », les intouchables pour leur émancipation et l'affirmation de leurs droits.

Sur l'Afrique

Ebène. Aventures africaines, de Ryszard Kapuscinski. Pocket 2002 n° 11351.

L'auteur est un reporter, correspondant de l'Agence de presse polonaise. Il a sillonné le continent africain depuis 1957. Il nous fait part de ses impressions de voyages, de ses réflexions et de ses expériences au jour le jour, dans des conditions parfois extrêmes, de guerres civiles, de tempêtes de sable... C'est un observateur exceptionnel. Il nous fait partager ses rencontres et sa passion de l'Afrique. Ce livre majeur a reçu le prix littéraire italien Viareggio.



L'Afrique peut gagner, de Pierre Merlin.

Editions Karthala - 2001. 15 €

« L'Afrique n'est pas en panne, elle est en marche »...

L'auteur, ingénieur polytechnicien, spécialisé dans l'hydraulique, a créé et dirigé pendant de nombreuses années le Service de l'Hydraulique de l'ancienne AOF (Afrique Occidentale Française). Il nous fait partager sa longue expérience africaine et témoigne des progrès étonnants réalisés en Afrique intertropicale depuis 1/2 siècle dans les domaines de la santé ou de l'éducation par exemple, - et des raisons d'espérer en son avenir. Il analyse différents problèmes de développement et propose de très nombreuses idées, souvent originales et toujours concrètes, pour mettre en route une «révolution verte», et pour développer des politiques efficaces de l'eau, de la santé, de l'éducation, de l'environnement, des transports,... Un travail de longue haleine à poursuivre pour que chaque état avance sur le chemin du développement économique, social, culturel. C'est un livre, accessible à tous, un guide précieux pour tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique.

(N.B.: Pierre Merlin est le père de Nicolas Merlin, adhérent de LACIM Clermont-Ferrand Champfleury)

Envoyez vos articles

CR de voyages, vie de vos comités, actions menées, animations, projets réalisés avec vos jumeaux, témoignages, recettes, poèmes, CR de lectures, réflexions sur les problèmes pays du sud, etc...

Pensez à joindre des photos et des illustrations en couleur. Merci aussi de limiter vos articles à un page .

Cela rend le journal plus vivant s'il devient entre nous un outil pour échanger ses expériences, ses infos, et ses réflexions.

L'équipe de rédaction est chargée d'apprécier avec l'aide du CA et des commissions, le choix à faire des articles reçus pour cha-

Responsables de la rédaction de LACIM infos

A. JOSSE Président

Commission Inde : J.- P. MARTIN

Commission Afrique : A. JOSSE

Commission information : C. MINACORI

Commission Amérique du sud et Haïti : H. AMBLARD

Contacts pour la commission information:

Christine MINACORI - Tél.: 04 72 93 94 79 / e.mail : philippe.minacori@fnac.net
Catherine AMBLARD - Tél.: 04 74 01 19 16 / e.mail : henri.amblard@wanadoo.fr

Des manifestations à noter

UNE SEMAINE AFRICAINE « Africazergues »
du 29 sept. au 4 oct. 2003

Pour fêter les 20 ans de l'association **Partage Tiers monde Val d'Azergues (69)**, différentes manifestations culturelles sont organisées. Conférences, cinéma, ateliers africains, marché et repas africain, musique, etc. Le samedi arbre à palabres autour du thème « Aide ou assistantat : quels sont nos résultats? ». Tél.: 04 78 43 65 08.

Site: www.africazergues.com et ptmva@libertysurf.fr

SALON UNI-TERRE

les jeudi 2, vendredi 3 et samedi 4 octobre 2003

Si vous êtes de passage au Centre commercial La Part-Dieu à Lyon (69) venez nous rendre visite au **stand LACIM** qui se tiendra au niveau 1 du centre commercial de la Part-Dieu parmi soixante autres stands humanitaires.

Des sites Internet à visiter

Tapori est un courant mondial d'amitié entre les enfants.

Le nom de Tapori a été choisi par Joseph Wresinski, fondateur d'ADT Quart-Monde, en signe de solidarité avec les enfants les plus démunis. Les «tapoori», ce sont les enfants très pauvres qui vivent dans les gares en Inde et se soutiennent les uns les autres en partageant ce qu'ils trouvent.

« Vous êtes comme les Tapori lorsqu'à partir de presque rien, vous cherchez à construire un monde d'amitié où il n'y aura plus de misère » écrivait J. Wresinski à des enfants.

Des enfants de différents milieux deviennent amis, créent des projets pour apprendre à se connaître.

La lettre de Tapori existe en 5 langues et paraît 6 à 10 fois par an selon les langues. Elle est conçue pour les enfants de 7 à 13 ans. Des mini-livres racontent des histoires vraies d'enfants de différents continents.

www.tapori.org et e.mail : tapori@bluewin.ch

À propos du don de médicaments, Resacoop (Réseau d'appui à la coopération en Rhône-Alpes) suite à une formation en mai dernier sur les « bonnes pratiques en matière de dons de médicament » indique les conclusions de cette rencontre dans sa lettre de juin 2003: mieux vaut acheter des médicaments génériques sur place.

Pour ceux qui veulent en savoir plus des informations peut-être trouvée sur le site de **REMED**.

Resacoop proposera une réunion sur ce thème fin 2003.

Www.resacoop.org et **www.remed.org**

que numéro à venir, et se réserve le droit de faire quelques modifications sur la forme si besoin.

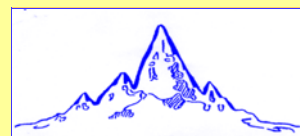
Le prochain numéro paraîtra début 2004, envoyez vos articles et vos photos ou dessins le plus tôt possible avant fin décembre à:

Mme Christine MINACORI

18, rue de la Trompette
01360 LOYETTES

e.mail: philippe.minacori@fnac.net

MERCI !



Les Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde

Association loi 1901. Reconnue d'utilité publique

Siège : 42 540 CROIZET S/ GAND - France

Téléphone : 04 77 63 25 42

Fax : 04 77 63 23 38

E.mail: lacim1@wanadoo.fr